

**NEUVIEME REUNION CONSULTATIVE DES
CHEFS EXECUTIFS DE L'OUA/AEC, DE LA CEA ET DE LA
BAD**

**REUNION PREPARATOIRE DU SECRETARIAT CONJOINT
OUA/CEA/BAD**

Ouagadougou, Burkina Faso, 2 - 4 février 1999

RAPPORT

60-1-1-1

**NEUVIEME REUNION CONSULTATIVE DES
CHEFS EXECUTIFS DE L'OUA/AEC, DE LA CEA ET DE LA
BAD**

**REUNION PREPARATOIRE DU SECRETARIAT CONJOINT
OUA/CEA/BAD**

Ouagadougou, Burkina Faso, 2 - 4 février 1999

RAPPORT

A. Introduction

1. La neuvième réunion consultative des chefs exécutifs de l'OUA/AEC, de la CEA et de la BAD s'est tenue le 5 février 1999, sous la présidence du Dr. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA. La cérémonie d'ouverture a été marquée par une allocution de bienvenue de Son Excellence M. Youssouf Ouédraogo, Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso.
2. La neuvième réunion consultative a été précédée par une réunion préparatoire des experts du Secrétariat conjoint tenue du 2 au 4 février 1999, sous la présidence de M. Mbaye Diouf, Chef de la Division de la coopération et de l'intégration régionales de la CEA.
3. Le présent rapport rend compte des travaux de la réunion préparatoire, en prenant en considération les observations et commentaires faits par les chefs exécutifs au cours de leur réunion du 5 février 1999.
4. Les Communautés économiques régionales étaient invitées aux deux réunions, mais seuls le COMESA et la CEDEAO y ont pris part. La SADC, l'IGAD et la CEEAC étaient absentes.
5. La liste des participants est jointe en annexe 1.

B. Examen des points de l'ordre du jour

1. **Rapport sur la mise en oeuvre des décisions de la huitième réunion consultative et actions de suivi**
 - i) **Préparation d'un projet de plan pour le développement des transports aériens en Afrique**
6. L'exécution de sept des quatorze activités assignées au Secrétariat conjoint a commencé. Ces activités initiées comprennent:
 - a) une étude de l'incidence de la libéralisation des services de l'aviation civile;
 - b) un séminaire de haut niveau sur la privatisation des services de transport;
 - c) la Conférence régionale des ministres responsables de l'aviation civile; et
 - d) le suivi des questions relatives à la sécurité de la navigation aérienne dans le contexte des systèmes CNS/ATM.
7. Le travail n'a pas encore commencé pour ce qui est des autres activités parce que leur mise en oeuvre était sujette à des requêtes de la part des Etats membres.

8. La réunion a recommandé que les institutions membres du Secrétariat conjoint concentrent leurs efforts techniques et financiers sur les quatre activités en cours.

9. Le Secrétariat conjoint collaborera avec les CER et d'autres organisations concernées à l'exécution de ces activités.

ii) Suivi du processus de rationalisation des CER

10. Le Secrétariat conjoint a relevé une tendance encourageante de la part des CER se trouvant dans la même sous-région à coordonner et harmoniser leurs activités, en collaboration avec les institutions membres du Secrétariat conjoint. C'est le cas, notamment, de la CEDEAO et de l'UEMOA qui harmonisent leurs programmes. Le Secrétariat conjoint a invité les CER à poursuivre avec plus d'ardeur leurs efforts dans cette bonne direction et à mettre en place des mécanismes pour la collaboration entre elles là où de tels mécanismes n'existent pas encore.

11. Le Secrétariat conjoint a réitéré son engagement à assister les CER dans leurs efforts de rationalisation et d'harmonisation, en particulier dans les domaines ci-après:

- a) harmonisation des schémas de libéralisation des échanges commerciaux et des finances;
- b) harmonisation des programmes sectoriels;
- c) harmonisation des politiques macro-économiques;
- d) rationalisation des OIG, y compris la possibilité de convertir certaines d'entre elles en institutions spécialisées des CER; et
- e) harmonisation des cadres juridiques.

12. Le Secrétariat conjoint a aussi débattu des voies et moyens de renforcer sa coopération avec l'Union du Maghreb arabe (UMA) en Afrique du Nord et relevé que, du fait de circonstances particulières dans cette sous-région, la collaboration avec l'UMA n'avait pas été aussi intense qu'avec les autres CER.

13. Le Secrétariat conjoint a, en conséquence, décidé d'explorer les voies les plus appropriées pour renforcer la coopération avec l'UMA, y compris par le biais d'activités et programmes opérationnels.

iii) Etudes sur les mécanismes de financement des opérations des CER

14. Le Secrétariat conjoint a réaffirmé la nécessité d'asseoir les processus d'intégration en Afrique sur des mécanismes de financement solides et stables et relevé la contribution majeure des études ci-dessus à cet effet.

En conséquence, le Secrétariat conjoint a décidé de poursuivre les actions entreprises pour aider les CER pour lesquelles une étude a été réalisée à appliquer ses recommandations, et à mener de telles études pour les autres CER, y compris l'UMA, si nécessaire.

15. Le Secrétariat conjoint a noté que l'UDEAC/CEMAC en Afrique centrale avait adopté un mécanisme de financement autonome basé sur des prélèvements sur la consommation de tabac et d'alcool. Il a décidé d'étudier ce mécanisme pour voir s'il y a lieu de le renforcer.

iv) Mobilisation de ressources en faveur des projets multinationaux

16. Le Secrétariat conjoint a réaffirmé ici le rôle de chef de file de la BAD dans les efforts du Secrétariat conjoint pour aider les Etats membres et les CER à mobiliser des ressources pour financer les projets multinationaux.

17. Il a constaté que, bien que des ressources financières puissent être mobilisées pour des opérations à caractère multinational, le manque d'information sur leur existence ou sur les moyens d'y avoir accès pouvait les rendre inaccessibles pour les projets des Etats membres des CER.

18. Le Secrétariat conjoint a, en conséquence, souligné la nécessité de sensibiliser les bénéficiaires potentiels sur l'existence de tels mécanismes et sur les modalités pour en bénéficier.

19. Le Secrétariat conjoint a noté et encouragé les efforts de la BAD pour financer conjointement avec les partenaires en développement des projets multinationaux en Afrique.

20. Il a aussi pris acte de la décision de la BAD de consacrer 5 à 10 pour cent des ressources du 8ème FAD aux activités contribuant à la promotion de la coopération et de l'intégration économiques régionales en Afrique.

21. Il a demandé aux CER et aux Etats membres de formuler des projets multinationaux de qualité afin de faire usage de manière effective des ressources mobilisées par le groupe de la Banque.

22. Le Secrétariat conjoint a exprimé le souhait que davantage de ressources du FAD soient utilisées pour soutenir le processus d'intégration régionale en Afrique.

v) Etudes sur les barrières tarifaires et non tarifaires

23. Le Secrétariat conjoint a pris acte des résultats des études ci-dessus qui visaient principalement à l'identification et à l'examen de toutes les barrières aux échanges commerciaux en vue de leur démantèlement dans les plus brefs délais pour accélérer le processus d'intégration, en particulier pour ce qui concerne la libéralisation des échanges.

24. Afin d'aider à mettre en oeuvre les recommandations de ces études, le Secrétariat conjoint a décidé de fournir une assistance aux CER dans les domaines suivants:

- le développement des capacités pour mettre en oeuvre les plans de réduction des barrières tarifaires et non tarifaires;
- la diffusion de l'information sur toutes les réductions tarifaires et mesures connexes auprès du public et des entités concernées par la mise en oeuvre du processus d'intégration;
- la recherche des causes profondes de la non-application des schémas de libéralisation des échanges commerciaux en vue d'y proposer des solutions; et
- l'accélération de la mise en place de mécanismes de compensation/péréquation comme solution à la répartition inégale des avantages et des pertes occasionnés par les programmes de libéralisation, là où de tels mécanismes n'existent pas, et l'incitation des pays réticents à participer de manière effective à de tels programmes.

vi) TICAD II: Question de la dette/HIPC, participation du secteur privé au développement des infrastructures

TICAD II

25. Le Secrétariat conjoint a pris note du Programme d'action de Tokyo et de l'engagement pris par le gouvernement japonais de débloquer dans le cadre du processus de TICAD 90 milliards de Yen et 10 milliards de Yen, respectivement pour les programmes portant sur la réduction de la pauvreté et ceux relatifs au déminage en Afrique. Il a par ailleurs été informé que la CEA exécute un projet financé par le Japon pour appuyer les programmes des CER, tandis que l'OUA a de son côté préparé des projets à soumettre au gouvernement japonais pour financement.

26. Le Secrétariat conjoint a débattu de certains points concernant les opérations initiées dans le cadre de TICAD qui demandaient à être clarifiés. En particulier, des contacts avec le gouvernement japonais devraient être pris pour obtenir des clarifications sur les conditions d'accès aux ressources de TICAD.

27. Le Secrétariat conjoint a souligné la nécessité d'aider les pays africains à tirer le maximum d'avantages de TICAD. A cet égard, il a décidé de promouvoir la coordination des programmes destinés au financement de TICAD entre les trois institutions qui le composent et les Etats membres, et d'aider les CER à identifier, formuler et exécuter des programmes.

Question de la dette/HIPC

28. Le Secrétariat conjoint a discuté la question cruciale de la dette des pays africains et relevé qu'il y avait une évolution positive en faveur d'une assistance aux pays africains pour qu'ils puissent faire face au problème grâce à des initiatives telles que le HIPC et la facilité de la Cinquième dimension créée par la BAD. Il y a également un large consensus au plan international pour aider les pays africains à résoudre le problème de leur dette. A cet égard, le Secrétariat a souligné la nécessité d'encourager les pays qui ne l'ont pas encore fait à contribuer au HIPC.

Participation du secteur privé au développement des infrastructures

29. Le Secrétariat conjoint a relevé que les infrastructures avaient été dans le passé principalement l'affaire du secteur public. Cependant, au vu des évolutions qui se produisent à travers le monde, le Secrétariat conjoint a estimé qu'il se devait de promouvoir la participation du secteur privé au développement des infrastructures. A cet égard, il a été informé d'un certain nombre d'activités en cours. Outre le financement de certaines infrastructures majeures en Afrique qu'elle assure, la BAD aide aussi les Etats membres à formuler les cadres juridiques et réglementaires en vue de créer un environnement favorable à la participation du secteur privé aux investissements dans le domaine des infrastructures. La CEA de son côté a également des activités relatives aux questions de développement des infrastructures de transport, y compris un séminaire sur la privatisation du transport aérien.

30. Le Secrétariat conjoint est convenu d'entreprendre les activités suivantes:

- aider les Etats membres à entreprendre les reformes nécessaires;
- entreprendre des activités de sensibilisation en direction des décideurs, en mettant l'accent sur l'importance d'une participation accrue du secteur privé au développement des infrastructures;
- initier des activités visant à créer et renforcer les capacités humaines du secteur privé; et
- plaider en faveur de la conclusion d'alliances, comme une des clés au développement des infrastructures.

Gestion des conflits, paix et développement

31. Le Secrétariat conjoint s'est penché sur la question qui revient sans cesse des conflits en Afrique et de leur incidence sur le processus de développement et sur les ressources humaines. Il a observé que les institutions du Secrétariat conjoint étaient engagées dans diverses activités de prévention ou de réhabilitation. Il a aussi relevé que certaines CER telles que la CEDEAO avaient été activement impliquées dans des activités de résolution des conflits ou de maintien de la paix dans leurs sous-régions.

32. Afin de maximiser l'efficacité de ces efforts, le Secrétariat conjoint est convenu de:

- promouvoir une approche intégrée de la prévention et de la résolution des conflits, ainsi que de la reconstruction, avec un accent particulier sur la prévention des conflits;
- accroître le rôle des CER en les aidant à mettre en place des mécanismes appropriés pour contribuer à la prévention et à la résolution des conflits dans leurs sous-régions respectives;
- coordonner les activités de prévention, de gestion et de réhabilitation, y compris les programmes du Mécanisme de l'OUA, l'initiative internationale de la BAD et des institutions de Bretton Woods ainsi que les initiatives de la CEA concernant les situations post-conflit;
- accélérer la mise en oeuvre des recommandations résultant des missions d'évaluation des besoins de reconstruction;
- encourager la coordination des efforts en vue de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits aux niveaux régional et continental dans le cadre de la Déclaration de l'OUA de 1993 créant le Mécanisme de l'OUA pour la prévention et la gestion des conflits.

vii) **Relations ACP/EU, accès aux marchés, négociations internationales: création d'un groupe de conseillers**

33. Le Secrétariat conjoint a pris note des négociations en cours entre l'UE et les ACP pour réexaminer leurs relations traditionnelles dans le cadre de la Convention de Lomé. Il a relevé par ailleurs les accords déjà signés entre l'UE et certains pays tels que la Tunisie, l'Egypte, le Maroc et l'Afrique du Sud pour créer des zones de libre échange. Le Secrétariat conjoint a reconnu que de tels changements étaient la conséquence du phénomène de libéralisation du commerce mondial et de mondialisation.

34. Le Secrétariat conjoint a en outre relevé les efforts que font l'OUA, la CEA et la BAD pour assister les pays africains dans ces négociations ainsi que des négociations dans le cadre l'OMC par le biais d'un groupe de conseillers.

35. Le Secrétariat conjoint a été informé que le groupe de conseillers avait déjà commencé son travail par une visite à Bruxelles et une rencontre avec des représentants des Etats membres pour discuter les modalités de son assistance à ces derniers. Le groupe de conseillers devait aussi assister à la réunion ministérielle des ACP prévue à Dakar dans le courant du mois de février 1999.

36. La création du groupe de conseillers répondait à un besoin crucial. Elle est destinée à renforcer la capacité de négociation des Etats membres pour défendre leurs intérêts dans le cadre des nouvelles relations UE/ACP et éviter ou minimiser l'érosion de leur accès préférentiel au marché de l'UE.

2. Mise en oeuvre du traité instituant la Communauté économique africaine

Préparation des protocoles de l'AEC

37. Le Secrétariat conjoint a pris acte de ce que le protocole sur les relations entre l'AEC et les CER avait été adopté et était entré en vigueur. Il a noté que les autres protocoles annexes de l'AEC étaient à des stades divers de préparation mais que la priorité était accordée à l'harmonisation des protocoles des CER.

38. Un certain nombre d'ateliers d'information seront organisés sur ces protocoles avec la pleine participation des CER. Les dates et lieux de ces ateliers seront déterminés conjointement par le Secrétariat de l'OUA/AEC et les CER.

39. Les efforts seront poursuivis pour que tous les protocoles restants soient finalisés et adoptés.

Examen de la mise en oeuvre de la première phase du traité de l'AEC

40. Diverses actions ont été menées ou sont en cours pour renforcer les CER conformément à la première phase du traité. Ces actions incluent des programmes visant à la rationalisation et à l'harmonisation des activités des CER et à améliorer leur assise financière ainsi qu'à renforcer leur capacité à exécuter des programmes. Les programmes visant à libéraliser les échanges commerciaux en sont aussi à des stades divers d'exécution.

41. Le Secrétariat conjoint a noté qu'en général la performance des CER au cours de la première phase avait été mitigée mais encourageante, en particulier en ce qui concerne la mise en oeuvre des programmes relatifs à l'élimination ou

la réduction des tarifs.

Rapport intérimaire par les CER sur leur activités relatives à la mise en oeuvre du programme de l'AEC et à leurs programmes de libéralisation des échanges commerciaux

42. Le Secrétariat conjoint a pris note des exposés faits par les représentants du COMESA et de la CEDEAO sur ce point de l'ordre du jour. Il a noté que des efforts conséquents avaient été faits par ces CER pour formuler et exécuter des programmes dans le cadre de l'AEC. Il est prévu que le COMESA devienne une zone de libre échange en l'an 2000 et une union douanière en l'an 2004.

43. La CEDEAO est en train de faire des efforts en matière d'harmonisation des politiques économiques pour consolider son schéma de libéralisation des échanges commerciaux. Le Secrétariat conjoint a relevé qu'il y avait des progrès notables dans un certain de domaines. Cependant, subsiste le besoin d'une approche coordonnée dans la mise en oeuvre globale des dispositions du traité de l'AEC et de promouvoir une meilleure information du public sur l'AEC et les CER en vue de faciliter la participation populaire dans la mise en oeuvre des processus d'intégration.

44. A cet égard, le Secrétariat conjoint est convenu d'intensifier les efforts dans les domaines suivants:

- a) sensibilisation du public et des agences d'exécution aux traités et protocoles annexe de l'AEC et des CER;
- b) exploration de la possibilité d'impliquer les États membres dans ces campagnes de popularisation par l'utilisation gratuite de leur réseau de radiodiffusion et des moyens de communication de masse;
- c) formulation d'une stratégie globale de mise en place de l'AEC, définissant clairement un calendrier à suivre et des objectifs à atteindre; et
- d) harmonisation des différents protocoles entre les CER d'une part, et avec l'AEC de l'autre.

45. Les rapports intérimaires sur les activités des CER (COMESA et CEDEAO) sont joints en annexes 3 et 4.

Préparation de la troisième session de l'ECOSOC de l'AEC

46. Le Secrétariat conjoint a été informé que la troisième session de l'ECOSOC de l'AEC était prévue pour le mois de mai 1999 à des dates restant à déterminer. L'ordre du jour de la réunion n'en est qu'au stade de projet à discuter avec les États membres et les partenaires.

47. Il a souligné l'importance d'un ordre du jour concis et rationalisé. Il a aussi suggéré d'examiner la possibilité d'organiser, si nécessaire, un symposium pour discuter d'un thème particulier en dehors de la conférence.

48. Il a pris acte du rapport de l'OUA et a reçu l'assurance qu'avec la réactivation des comités spécialisés de l'AEC d'autres ministres s'occupant de questions sectorielles participeraient aux réunions de l'ECOSOC.

3. Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique

49. Le Secrétariat conjoint a pris note de l'exposé fait par un représentant de l'ONUDI qui a présenté l'historique de la conférence sur l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique et sur les mesures prises en vue de l'organisation de la conférence suite à la résolution des chefs d'Etat.

50. Le Secrétariat conjoint a aussi pris acte de la suggestion faite plus tôt par la BAD de substituer à la conférence d'annonces de contributions une conférence sur le partenariat industriel et l'investissement en Afrique. Il a souligné que, étant donné que l'industrialisation de l'Afrique implique un grand nombre des facteurs à prendre en considération, il était nécessaire pour les trois institutions de poursuivre leur consultation sur la question et de conseiller de manière appropriée le Comité directeur de l'Alliance ainsi que la conférence des ministres de l'industrie.

4. Conférence sur: "Etre un Africain au 21ème siècle"

51. Le Secrétariat conjoint a pris acte de la décision du Conseil des ministres de l'OUA tenue à Harare en 1997 sur la convocation d'une conférence panafricaine sur "Etre un africain au 21ème siècle". Le but de la conférence est de constituer un forum pour une réflexion critique sur le rôle à venir et la place de l'Afrique au cours du siècle prochain. Le résultat qui en est attendu est une nouvelle vision, un consensus sur les questions essentielles pour le développement de l'Afrique ainsi qu'un engagement politique et une mobilisation populaire en faveur de l'action, et le rôle des Africains sur la scène internationale.

52. Le Secrétariat conjoint est convenu d'impliquer tous ses membres dans la préparation de la Conférence.

5. Conférence de suivi du Sommet mondial sur le développement social

53. Le Secrétariat conjoint a noté que la CEA préparait une série de conférences de suivi du Sommet social pour:

- a) faire le point des progrès accomplis dans les domaines très importants du développement économique, social et culturel identifiés par le Sommet social tels que la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, les dépenses publiques dans les secteurs sociaux (éducation, santé);
- b) examiner les progrès faits en vue de la création d'un environnement favorable à la réalisation des objectifs de développement visés; et
- c) renouveler les engagements pris.

54. Le calendrier des réunions est le suivant:

- 9 au 11 mars 1999 à Ouagadougou pour les pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale;
- 15 au 17 mars 1999 à Nairobi pour les pays de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe; et
- 23 au 25 mars 1999 à Marrakech pour les pays de l'Afrique du Nord.

6. Mise en oeuvre des plates-formes de Dakar et de Beijing

55. Le Secrétariat conjoint a été informé des mandats donnés aux trois institutions à savoir, en ce qui concerne l'OUA, plaider pour une présence plus nombreuse des femmes à des postes de responsabilité aux niveaux national et régional, y compris dans les structures oeuvrant au rétablissement de la paix; la création d'une ligne de crédit à la BAD destinée spécialement à la satisfaction des besoins des femmes ainsi que la rationalisation des politiques et programmes opérationnels de la Banque; l'appui et le suivi par la CEA de la mise en oeuvre des plates-formes d'action et l'inclusion des questions relatives au genre dans ses programmes. Le Secrétariat conjoint a relevé que quelques efforts avaient été faits par les trois institutions et que le processus de mise en oeuvre avait mis un accent particulier sur l'influence à exercer sur les politiques macro-économiques pour une distribution plus équitable des ressources, le renforcement des capacités des femmes, l'inclusion des questions relatives au genre dans les politiques et programmes et la création d'un Comité des femmes africaines sur la paix et le développement.

56. Le Secrétariat conjoint a par ailleurs observé que la CEA était en train de préparer la Sixième Conférence régionale pour l'évaluation à mi-parcours de la mise en oeuvre des plates-formes d'action qui sera organisée en novembre 1999 à Addis-Abeba, Ethiopie. La Conférence sera de type participatif. Elle verra la participation d'hommes et de femmes provenant aussi bien du milieu des décideurs que des femmes du monde rural et des jeunes, impliqués dans les onze domaines cruciaux. Un Comité technique préparatoire a déjà été mis en place.

57. Le Secrétariat conjoint est convenu que les trois institutions devraient se préparer à soumettre des rapports sur leurs réalisations conformément aux mandats qui leur ont été confiés. Le Secrétariat conjoint est en outre convenu de jouer un rôle actif dans le processus de préparation et d'organisation de la Conférence, et d'apporter le soutien nécessaire à la mise en oeuvre des résultats de la Conférence.

7. Gouvernance

58. Le Secrétariat conjoint a relevé les efforts faits par l'OUA, la BAD et la CEA en vue de promouvoir la bonne gestion de la chose publique et de renforcer les institutions pour consolider la démocratie sur le continent. La BAD est en train de mettre au point des directives sur la gouvernance qui s'appliqueraient à sa politique et à ses opérations et dont les principaux éléments sont: la responsabilité, la transparence, l'accès à l'information, la lutte contre la corruption, le respect de l'Etat de droit. La gouvernance constituera un des critères majeurs pour l'attribution de ressources aux pays membres régionaux (PMR).

59. Le Secrétariat conjoint a été informé que la Banque avait pris des mesures pour améliorer sa propre gestion interne. Il a pris acte des activités menées par la CEA en collaboration avec le PNUD pour ce qui est de la bonne gouvernance et a recommandé que les trois institutions coordonnent leurs efforts en vue de la promotion et du renforcement de la bonne gouvernance.

8. Nouvelle vision du groupe de la Banque

60. Le Secrétariat conjoint a pris acte du texte de la nouvelle vision préparé par le groupe de la Banque africaine de développement. Le texte prévoit que la priorité des priorités sera la réduction de la pauvreté. Le Secrétariat conjoint a en outre noté que le groupe de la Banque avait sélectionné trois priorités opérationnelles au niveau national: agriculture et développement rural; mise en valeur des ressources humaines; et développement du secteur privé.

61. Le groupe de la Banque a deux thèmes de nature intersectorielle: le genre et l'environnement; un thème générique: la gouvernance; et un autre au niveau régional: l'intégration et la coopération économiques.

62. En vue de la mise en oeuvre de sa vision, le groupe de la Banque a adopté une approche souple. La Banque mettra progressivement l'accent sur l'approche programme plutôt que sur l'approche projet. La formulation de ces programmes sera basée sur la participation et la maîtrise desdits programmes par les bénéficiaires.

63. Le Secrétariat conjoint a lancé un appel pour le renforcement du partenariat en vue d'atteindre les objectifs de la nouvelle vision. Il a aussi demandé à la BAD de poursuivre ses efforts en vue d'augmenter les ressources allouées à l'intégration régionale et d'aider les pays et les CER à identifier, formuler et exécuter des projets multinationaux/régionaux.

9. Le bogue de l'an 2000 (Y2K)

64. Le Secrétariat conjoint a été informé des initiatives prises par la BAD et la CEA pour alerter les pays membres sur le problème du bogue de l'an 2000 et ses conséquences pour les pays africains. Il a noté qu'il n'y avait pas une prise de conscience suffisante du problème en Afrique. A cet égard, le Secrétariat conjoint a suggéré que quelques actions minimales soient prises, telles que le remplacement des pièces détachées du matériel informatique existant et un audit pour identifier les services cruciaux.

65. Le Secrétariat conjoint a pris note de ce que la CEA avait mis au point un programme de sensibilisation. A cet effet, une lettre d'information et de prescription a déjà été envoyée à tous les ministres du plan pour une large diffusion dans chaque pays. Le Secrétariat conjoint a reconnu la gravité du problème et suggéré d'intensifier les campagnes d'information et de coordonner les activités dans ce domaine.

66. Le Secrétariat conjoint a reconnu la gravité du problème et suggéré d'intensifier les campagnes d'information et de coordonner les activités dans ce domaine.

10. Fonctionnement du Secrétariat conjoint

67. Le Secrétariat conjoint a souligné la nécessité de maintenir des consultations régulières entre ses membres et de renforcer leur collaboration au niveau technique.

11. Divers

68. Aucune question n'a été soulevée à ce point de l'ordre du jour.

12. Adoption du rapport

69. Le rapport a été adopté le 5 février 1999.

Liste des participants

Banque africaine de développement (BAD)

- | | | |
|----|--------------------------|--|
| 1. | M. P. Afrika | Directeur des opérations, Afrique de l'ouest |
| 2. | M. Woldu G. Michael | Directeur de la planification stratégique et de la recherche |
| 3. | M. Giorgis Getinet | Directeur a.i. des opérations, Afrique australe |
| 4. | M. E. Chukwuma Anusionwu | Manager, Division de la planification stratégique |
| 5. | M. C. Fundanga | Conseiller, Bureau du Président |
| 6. | M. Naceur Bourenane | Economiste principal |
| 7. | M. Tamrat Kebede | Fonctionnaire principal de la coopération |

Commission économique pour l'Afrique (CEA)

- | | | |
|----|-----------------------|---|
| 1. | M. Mbaye Diouf | Chef, Division de la coopération et de l'intégration régionales |
| 2. | M. Hachim Koumaré | Economiste principal |
| 3. | Mme Françoise Wege | Spécialiste des questions sociales |
| 4. | M. Daniel A. Tanoe | Economiste |
| 5. | M. Ngartando D. Blayo | Economiste |

Organisation de l'unité africaine (OUA)

- | | | |
|----|---------------------------|---|
| 1. | M. Charles Kossi Awitor | Chef de la section de la coopération et de l'intégration intra-africaines |
| 2. | M. Rene N'Guettia Kouassi | Analyste économique principal, Unité de la coordination |
| 3. | M. Emile Ahohe | Conseiller technique principal, projet PNUD/RAF/94/008 |

Marché commun de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe (COMESA)

- | | | |
|----|-------------------------|--|
| 1. | Mme Tidenekialesh Asfaw | Chef de la coopération technique et de la coordination de l'aide |
|----|-------------------------|--|

Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)

1. M. Baber H. Tandina Chef de la division des projets

Annexe 2

**NEUVIEME REUNION CONSULTATIVE DES
CHEFS EXECUTIFS DE L'OUA/AEC, DE LA CEA ET DE LA BAD
(Ouagadougou, Burkina Faso, 5 février 1999)**

**REUNION PREPARATOIRE DU SECRETARIAT CONJOINT
Ouagadougou, Burkina Faso, 2 - 4 février 1999**

Organisation des travaux

Mardi, 2 février 1999,

9.00am - 13.00heures

1. Rapport sur la mise en oeuvre des décisions de la Huitième réunion consultative et actions de suivi.
 - i) Préparation d'un projet de plan sur le développement du transport aérien en Afrique (Chef de file: CEA);
 - ii) suivi du processus de rationalisation des CER (Chef de file: OUA);
 - iii) études sur les mécanismes de financement des opérations des CER (Chef de file: CEA);
 - iv) mobilisation de ressources pour les projets multinationaux (Chef de file: BAD);
 - v) examen du rapport de la mission conjointe auprès des CER (Chef de file: OUA);
 - vi) études sur les barrières tarifaires et non tarifaires (Chef de file: CEA);
 - vii) TICAD II: évaluation de TICAD I (Chef de file: OUA); participation du secteur privé au développement des infrastructures (Chef de file: BAD); intégration régionale (Chef de file: OUA); gestion des conflits, paix et développement (Chef de file: OUA);

Mardi, 2 février 1999,

15.00heures - 19.00heures

- viii) relation ACP/UE: examen critique du document sur la position de l'UE (Chef de file: OUA), accès aux marchés; négociations internationales: mise en place d'un groupe de conseillers.
2. Mise en oeuvre du traité instituant la Communauté économique africaine (AEC):
- préparation des protocoles de l'AEC (OUA);
 - examen des progrès dans l'exécution de la première phase du traité de l'AEC (OUA);
 - rapport intérimaire par les CER sur leurs activités relatives à la mise en oeuvre du programme de l'AEC et a leurs programmes de libéralisation des échanges commerciaux;
 - préparation de la troisième session de l'ECOSOC de l'AEC (OUA).

Mercredi, 3 février 1999

9.00am - 13.00heures

- 3. Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique (ONUDI, BAD)
- 4. Conférence sur "Etre un Africain au 21ème siècle (OUA)
- 5. Sommet social de l'an 2000 (CEA)
- 6. Mise en oeuvre des plates-formes d'action de Dakar et Beijing
- 7. Gouvernance (BAD)
- 8. Nouvelle vision (BAD)
- 9. Bogue de l'an 2000 (BAD)
- 10. Fonctionnement du secrétariat conjoint

11. Divers

Mercredi, 3 février 1999

Après-midi

Préparation du rapport

Jeudi, 4 février 1999

11.00am - 13.00heures

12. Adoption du rapport de la réunion

RAPPORT INTERIMAIRE SUR
LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES PRIORITAIRES DU
COMESA

février 1999

Introduction

1. Je suis très honorée et reconnaissante de l'occasion qui m'est offerte de faire rapport au Conseil sur les progrès que nous faisons en matière d'exécution des programmes du COMESA. L'exécution de ces programmes est en conformité avec le traité, les décisions du Conseil et de la Conférence concernant les objectifs du COMESA à cours et long terme, y compris la réalisation d'une zone de libre échange en l'an 2000 et la mise en place d'un tarif extérieur commun en 2004.

2. Dans le cadre du choix stratégique de l'intégration par les marchés basée sur l'expansion du commerce et la promotion des investissements et conformément aux principes fondamentaux de l'approche holistique, de l'avantage comparatif, de la complémentarité et de la géométrie variable, le COMESA a identifié en 1998 des programmes prioritaires susceptible de faciliter la réalisation du programme clé i.e. la zone de libre échange en l'an 2000. C'est ainsi que en 1998 le COMESA a accordé la priorité à l'exécution des programmes et des projets clés ci-après dans les domaines de la libéralisation et de la facilitation des échanges, de l'investissement, de l'harmonisation monétaire, du soutien au secteur privé et des questions juridiques.

Libéralisation du commerce

3. Zone de libre échange: Le COMESA est fermement engagé sur la voie de la création d'une zone de libre échange en l'an 2000. A la fin de l'année 1998, sur les 15 pays susceptibles d'avoir réaliser une réduction tarifaire de 80% (à l'exception des 6 qui sont soit de nouveaux membres ou des membre du SACU) un pays a réduit ses tarifs de 90%, 8 les ont réduit de 80% et 3 de 60 à 70%. Un petit nombre de pays sont en retard sur le calendrier mais ils ont réaffirmé leur engagements de réduire de 100% leur tarifs d'ici octobre 2000.

4. Règles d'origine: Les règles d'origine du COMESA ont été modifiées un certain nombre de fois dans le passé. Néanmoins, en 1998 elles ont encore été révisées pour réduire le critère de valeur ajoutée de 45 à 35% pour l'aligner sur celui de la SADC. En outre, le COMESA avec le soutien de l'USAID a entrepris une étude pour modifier encore ses règles d'origine et les directives pour leur application afin de les rendre plus adaptées, pratiques et compréhensibles. Le résultat de cette étude sera soumis à la prochaine réunion du Conseil des ministres. Une fois ce résultat approuvé, une série d'ateliers d'information seront organisés pour les utilisateurs et les agents des administrations chargées de leur application.

5. Union douanière du COMESA: La mise en place de la zone de libre échange de l'an 2000 sera le prélude à l'adoption d'un tarif extérieur commun en 2004. Les taux de base du nouveau tarif ont déjà été acceptés comme devant être de 0%, 5% et 30%. Cependant, pour permettre la réalisation de ce programme majeur du COMESA, un certain nombre de travaux préparatoires doivent être menés. Les principaux travaux portent sur le document douanier du COMESA douanier du COMESA, les règles statistiques communes, les nomenclatures tarifaires communes, ASYCUDA, le cadre institutionnel et administratif de l'Union douanière, les sources alternatives de recettes, l'élimination des barrières tarifaires, le respect des règles de l'OMC et la politique en matière de concurrence.

FACILITATION DU COMMERCE

6. Dans le domaine de la facilitation du commerce, en 1998 le Secrétariat du COMESA s'est concentré sur l'exécution de programmes pouvant améliorer les systèmes de transport et communication de la région ainsi que sur l'information aux hommes d'affaires désireux de faire du commerce au sein de la région et au-delà des mers. En conséquence, en 1998 le COMESA a fait beaucoup d'efforts pour renforcer et assurer l'utilisation des divers mécanismes mis en place

antérieurement tels que les charges harmonisées de transit, la licence de transporteur COMESA, la charge harmonisée à l'essieu et les dimensions maximales des véhicules, le système de caution sous douane COMESA, le système d'information rapide sur le fret.

7. Le système de la carte jaune COMESA: En 1998, avec l'appui de l'USAID, le COMESA a entrepris une étude pour améliorer et étendre la police d'assurance au tiers pour les véhicules à moteur qui couvre la responsabilité à l'égard des tiers et les dépenses médicales. A l'heure actuelle, 41.000 cartes jaunes sont délivrées annuellement. Dans le cadre du programme d'extension, les Etats membres qui n'ont pas encore adopté le système et d'autre pays en dehors du COMESA tels que l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho et le Mozambique qui ont manifesté leur intérêt pourraient l'adopter.

8. Harmonisation des télécommunications: Réalisant que le réseau actuel de télécommunications n'est pas de nature à satisfaire les besoins des utilisateurs et aussi pour réduire les coûts, le COMESA a déployé beaucoup d'efforts en 1998 pour créer une société privée à responsabilité limitée (COMTEL) qui reliera les réseaux nationaux. La création de la COMETEL en est aujourd'hui à un stade avancé et un accord a été réalisé sur la répartition du capital. Le partenaire stratégique qui sera identifié détiendra 30% du capital, les opérateurs nationaux de télécommunications en détiendront 25% et les 45% restants seront répartis entre des investisseurs privés.

SYSTEMES FINANCIERS ET MONETAIRES

9. Outre la création d'un environnement favorable à la libéralisation du commerce, le COMESA a créé des institutions spécialisées pour fournir l'infrastructure financière nécessaire et les services d'appui. La Banque de commerce et de développement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Banque de la ZEP) et la Compagnie d'assurance de la ZEP (ZEP-RE) sont très

actives, tandis que la Chambre de compensation du COMESA qui traitait un volume d'affaires important il y a quelques années lorsque les Etats membres étaient soumis à des régime de contrôle des changes stricts est en train d'être restructurée pour assumer de nouvelles fonctions.

10. En 1998, un certain nombre d'études ont été faites pour définir de nouvelles fonctions pour la Chambre de compensation. Suite à cela, les trois nouveaux services suivants ont été identifiés pour soumission aux organes de décision:

- un mécanisme de compensation pour garantir aux exportateurs la certitude et la rapidité du paiement;
- une facilité régionale de couverture du risque politique (Africa Guarantee Facility) destinée à la couverture du risque politique à un coût raisonnable;
- un centre SWIFT régional pour permettre les transferts électroniques entre banques commerciales participantes de la région.

INVESTISSEMENT

11. Du fait du niveau très bas de l'épargne et de l'investissement dans la région, le COMESA est convaincu que le développement ne peut intervenir que si des investissements y sont attirés. Cependant, malgré de gros efforts de la part des Etats membres pour libéraliser leurs économies et améliorer les variables macro-économiques, la région n'a pas attiré d'investissements. Constatant cet état de choses regrettable, et afin de promouvoir l'investissement, le COMESA s'est lancé dans un certain nombre de projets tels que le guide de l'investisseur et l'harmonisation des codes des investissements.

12. **Guides de l'investisseur**- Le projet est mis en oeuvre tant au niveau national que régional avec l'appui de l'USAID. Au niveau national, tous les

obstacles que doit franchir l'investisseur dans chaque pays sont passés en revue pour un certain nombre de pays et portés à la connaissance des décideurs. Par la suite, sur la base des informations recueillies pour les guides nationaux, un guide régional sera élaboré où la sous-région sera considérée comme un seul et qui fera ressortir les obstacles à la circulation des biens, des services et des personnes entre pays. Une fois que ces obstacles auront été levés, la région deviendra plus attractive pour les investissements.

SOUTIEN AU SECTEUR PRIVE

13. Depuis sa création, le COMESA a toujours travaillé très étroitement avec le secteur privé. Ses programmes de réduction tarifaire, de promotion des échanges et de facilitation des transports visent tous à faciliter les opérations du secteur privé.

14. Récemment, le COMESA a mené une étude pour évaluer les besoins, les forces et faiblesses des chambres nationales de commerce. Sur la base des informations recueillies pour cette évaluation, le COMESA a formulé en 1998 un certain nombre de programmes pour mettre en place les capacités nécessaires aux milieux d'affaires et aussi pour renforcer les chambres de commerce. Deux de ces programmes sont constitués par la série d'ateliers qui seront organisés pour les milieux d'affaires et les agents du gouvernement pour les familiariser avec les règles procédures de l'OMC. L'autre programme qui se trouve dans le pipeline est la constitution d'un réseau entre les chambres de commerce utilisant une base de données au Secrétariat du COMESA pour leur permettre d'accéder à la masse d'informations sur la région.

LA COUR DE JUSTICE DU COMESA

15. Avec la nomination des sept juges et du greffier, la Cour de justice du COMESA est devenue opérationnelle en juin 1998 afin d'assurer que le COMESA

est une institution basée sur des règles à l'application desquelles veille une cour. La Cour de justice est provisoirement basée à Lusaka au Secrétariat du COMESA.

16. La Cour de justice tranche et rend des arbitrages sur, en autres, les pratiques commerciales déloyales, l'interprétation des dispositions du traité du COMESA (et des protocoles) et veille à ce que les Etats membres appliquent uniformément et ce conformément aux décisions prises. Les décisions de la Cour sur l'interprétation des dispositions du traité du COMESA priment sur celles rendu par les tribunaux nationaux.

LIENS INSTITUTIONNELS DU COMESA

17. Le COMESA a de bonnes relations de travail avec les autres organisations existant dans la région. Au nombre de ces institutions on peut citer la Coopération de l'Afrique de l'Est (EAC), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Commission de l'océan Indien (COI) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

18. Le COMESA a signé un mémorandum de coopération avec l'EAC et la SADC aux termes desquels ils sont convenus de faciliter la mise en oeuvre du programme de libéralisation et de facilitation du commerce du COMESA. Un mémorandum de coopération similaire est en négociation avec la COI.

19. Les objectifs généraux des organisations régionales ci-dessus sont similaires et complémentaires. Elles visent toutes à la promotion de la coopération et de l'intégration régionales. Cependant, les approches et stratégies qu'elles utilisent pour atteindre ces objectifs sont différents. Par conséquent, le COMESA n'est ni en concurrence avec ces organisations ni désireux de faire double emploi avec ce qu'elles font. Le COMESA considère que sa contribution au processus d'intégration régionale doit lui permettre de travailler et de

coopérer avec les autres organisations et de poursuivre la construction de l'ensemble sur la base de ce qu'il a déjà réalisé dans ses domaines prioritaires.

CREATION LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE AFRICAINE

20. En temps que un des piliers de la Communauté économique africaine, le COMESA est convaincu qu'il est en train d'apporter sa contribution à la réalisation de la Communauté. Cependant, pour faciliter la mise en oeuvre du traité instituant l'AEC, en particulier les articles 6 et 28, le COMESA pense qu'il est nécessaire de mettre en place d'urgence un mécanisme pour rendre opérationnelles les fonctions du Secrétariat conjoint et des autres comités, avec une claire définition des rôles et des responsabilités. Ceci permettra aux organisations régionales de renforcer leurs relations avec le Secrétariat conjoint en tant que groupe et avec chacune d'elles individuellement. Cela aidera aussi les organisations régionales à savoir où elles doivent s'adresser pour solliciter de l'aide.

PROGRAMMES DE LA CEDEAO EN VUE DU RENFORCEMENT
DE L'INTEGRATION REGIONALE

RESUME

Secrétariat exécutif de la CEDEAO

février 1999

I. INTRODUCTION

1. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹ qui a été créée en 1975 a une superficie totale de 6.1 million km² et une population d'environ 200 millions d'habitants. La région de la CEDEAO à approximativement quarante organisations intergouvernementales, y compris l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et le Comité permanent inter-Etats de lutte contre sécheresse au Sahel (CILSS). Douze des seize Etats membres sont classés parmi les pays les moins avancés dans le monde, faisant de l'Afrique de l'Ouest une des régions avec le plus grand besoin de développement. Les objectifs prioritaires consistent par conséquent à élever le niveau de vie de ses populations en renforçant l'intégration des économies nationales et en promouvant la stabilité économique et le développement économique accéléré, et en renforçant les liens socio-économiques entre les Etats membres.

2. Pour atteindre ces objectifs, les efforts de la Communauté ont porté essentiellement sur:

- l'adoption de politique commune de développement et la promotion de programmes, de projets et d'activités orientés vers le développement;
- la création d'une union douanière par le biais de la libéralisation des échanges et l'adoption d'un tarif extérieur commun;
- la création d'une union économique et monétaire par l'harmonisation et la coordination des politiques monétaires, financières et fiscales ainsi que la création d'une monnaie unique.

¹ Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Togo

II. LE PROGRAMME REGIONAL DE LA CEDEAO

3. L'objectif primordial du programme régional indicatif pour l'Afrique de l'Ouest signé à Accra le 18 octobre 1996 est d'augmenter le commerce intra-régional et d'améliorer la compétitivité des économies de la région en vue de les intégrer à l'économie mondiale. Le programme est conçu pour renforcer le processus d'intégration et de coopération dans la région de la CEDEAO.

4. Le programme de la CEDEAO implique toute une série d'activités sélectionnées à partir de programmes déjà adoptés par le Conseil des ministres. Ces activités incluent:

Elimination des barrières commerciales

5. Pour faciliter le commerce intra-communautaire, des mesures ont été prises pour éliminer les barrières commerciales et accélérer les procédures de compensation, assurer la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services, harmoniser les lois, et créer un environnement juridique plus favorable.

6. La CEDEAO a déjà adopté les dispositions nécessaires et pris des mesures concrètes pour appliquer ces politiques.

a) Enumération et élimination des barrières non tarifaires

7. En 1982, le Conseil des ministres de la CEDEAO a adopté la décision C/DEC.4/5/82 définissant les barrières non tarifaires. La décision stipule que la liste adoptée n'est pas exhaustive et que d'autres barrières peuvent y être ajoutés à tout moment par le Conseil. A cet égard, l'étude de faisabilité sur l'élimination des barrières non tarifaires qui sera entreprise dans le cadre de l'UEMOA pourrait être étendue aux autres pays de la CEDEAO, permettant ainsi de mettre à jour et détendre la liste des barrières non tarifaires de la CEDEAO.

b) Campagne pour éliminer les barrières tarifaires

8. Les activités planifiées par la CEDEAO comprennent:

- l'organisation de réunions pour augmenter la prise de conscience des acteurs et des autorités compétentes (secteurs public et privé);
- l'organisation de séminaires et d'ateliers sur le programme de libéralisation des échanges commerciaux dans les Etats membres (missions d'appui technique);
- l'organisation d'un forum de la CEDEAO pour les opérateurs économiques;
- la revitalisation des organes nationaux chargés du suivi de la mise en oeuvre des protocoles et décisions;
- l'organisation de réunions des directeurs des douanes et des statistiques;
- l'organisation de missions de coopération auprès d'autres organisations d'intégration régionale (UEMOA, Commission européenne, CCA, UFM, SADC etc.).

c) Harmonisation des documents douaniers

9. La CEDEAO poursuit ses efforts en vue d'harmoniser les instruments douaniers afin de faciliter la circulation des biens dans la région.

10. Les documents douaniers en voie d'harmonisation sont:

- le code des douanes: les Etats membres utilisent la nomenclature de Bruxelles;
- les règles d'origine: la CEDEAO a déjà adopté des textes définissant les conditions exigées pour que les biens manufacturés dans les Etats membres puissent se voir reconnaître l'origine communautaire;
- les formulaires de déclaration en douane: la CEDEAO a lancé une étude sur l'harmonisation des procédures de dédouanement.

11. Cependant, des études complémentaires sur ces instruments pourraient se révéler nécessaires pour mettre à jour en collaboration avec l'UEMOA ces instruments.

d) Réforme fiscale pour la promotion de la libéralisation du commerce

12. Dans le cadre de la réforme fiscale, la CEDEAO a adopté un protocole en 1996 instituant la Taxe à la valeur ajoutée (TVA) pour remplacer dans les pays membres les multiples formes des taxes indirectes existantes. Des efforts devraient maintenant être faits pour encourager les pays membres qui ne l'ont pas encore fait à mettre en place le mécanisme, tout en initiant des actions pour améliorer l'information des acteurs concernés et des autorités compétentes.

13. La CEDEAO a aussi entrepris une étude pour examiner la possibilité

d'adopter un tarif extérieur commun.

d) Modernisation des services des douanes et rationalisation du système de contrôle dans les Etats membres et aux postes frontières

14. La CEDEAO envisage de réaliser une étude sur la modernisation des services des douanes dans ses Etats membres. L'étude fera ressortir le besoin de simplifier et d'harmoniser les procédures de dédouanement pour améliorer le contrôle et accélérer la remise des marchandises. Elle proposera aussi des mesures pour limiter la contrebande dans le territoire douanier de l'Afrique de l'Ouest, et augmenter les recettes douanières. A cet effet, la CEDEAO a adopté en 1982 une Convention sur l'assistance mutuelle en matière de douane.

f) Introduction d'un système uniforme du transport de transit

15. En 1982, la CEDEAO a adopté une Convention sur le transit routier inter-Etats de marchandises (ISRT) et une Convention sur le transport routier inter-Etats (IRT). En 1990, elle a adopté un mécanisme de garantie pour le transit routier inter-Etats de marchandises. La CEDEAO a prévu des séminaires pour informer les opérateurs économiques et les forces de police sur le bon fonctionnement de l'ISRT et de l'IRT.

16. Une étude est envisagée sur les systèmes de l'ISRT et de l'IRT dans les pays de l'UEMOA. Pour étendre cette étude aux pays non UEMOA, elle doit couvrir les Conventions citées ci-dessus.

f) Facilitation du commerce internationale et création des capacités à l'exportation

17. La CEDEAO a un intérêt spécial dans ce sous-secteur et travaillera avec la CNUCED pour coordonner la création et le fonctionnement de pôles de commerce dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Développement du commerce régional et soutien au secteur privé

18. Un des principaux objectifs de la CEDEAO est de promouvoir le commerce et l'investissement dans la sous-région par l'amélioration de l'utilisation de l'information relative aux opportunités de commerce, et la création d'un environnement juridique et judiciaire plus favorable pour les entreprises. Les mesures suivantes ont été prises à cet effet:

a) Création de centres de promotion, d'information et de facilitation du commerce

b) Soutien aux manifestations commerciales et industrielles et actions

ayant un impact direct sur le commerce

19. Les actions proposés dans ce domaine sont:

- l'organisation d'une seconde foire commerciale de la CEDEAO;
 - l'organisation d'un forum industriel de la CEDEAO.
- c) **Soutien aux réformes visant à créer un environnement institutionnel et juridique susceptible d'attirer l'investissement privé de manière harmonisée dans la sous-région**

20. La CEDEAO a lancé un programme d'harmonisation de la législation applicable aux affaires pour mettre à la disposition des opérateurs économiques les instruments juridiques nécessaires au développement du commerce trans-frontalier. Les actions de la CEDEAO prendront en compte le travail déjà fait par l'OHADA, l'organisation chargée de l'harmonisation de la législation applicable aux affaires en Afrique, qui regroupe les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

d) **Systèmes de facilitation des paiements**

21. Le programme comprend les mesures suivantes:

- élimination des barrières non tarifaires de nature monétaire;
- lancement des chèques de voyage de la CEDEAO;
- adoption d'un taux de change déterminé par le marché;
- taux d'inflation à un chiffre.

Renforcement des mécanismes d'intégration

- a) **Renforcement de la capacité des institutions régionales et des unités nationales de coordination en matière d'organisation, de programmation et de gestion et de leurs capacités d'analyse**

22. Harmonisation des politiques économiques: La petite taille des marchés nationaux dans les Etats membres de la CEDEAO et le quasi-échec de l'intégration régionale a eu un impact négatif sur les PAS et le potentiel de croissance de l'Afrique de l'Ouest. Si le potentiel de croissance est utilisé pleinement, il sera nécessaire de renforcer à la fois les PAS et les programmes d'intégration régionales. En conséquence, un programme de coopération macro-économique de la CEDEAO est en train d'être formulé afin de relier les deux processus et surtout de soutenir une croissance économique durable.

23. Rationalisation des OIG de l'Afrique de l'Ouest: Il y a à l'heure actuelle quelque quarante OIG en Afrique de l'Ouest avec des domaines d'intervention qui se chevauchent. Il en résulte des doubles emplois et un gaspillage de ressources qui rendent nécessaire d'harmoniser les mesures d'intégration en

Afrique de l'Ouest. Au sein de la CEDEAO, qui a été désignée comme un des piliers de la future Communauté économique africaine, les progrès ont été lents à cause du faible niveau d'exécution des protocoles et décisions des organes politiques. En accord avec la décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, une étude a été menée par l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), à Dakar. Un financement est nécessaire pour lancer le programme de rationalisation des OIG et améliorer le niveau d'exécution des actes et décisions de la CEDEAO.

24. Planification, gestion et suivi des projets: Afin d'assurer un suivi effectif des projets de la CEDEAO et de veiller à ce que il se développe conformément aux directives, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO a mis en place un système de gestion pour les projets prioritaires régionaux avec en vue les objectifs suivants:

- avoir une vue d'ensemble des progrès accomplis par les projets;
- assurer la planification, la mise à jour et le suivi des projets;
- faciliter la mobilisation des financements extérieurs;
- aider à préparer les budgets et programmes des projets, et organiser des réunions de bailleurs de fonds;
- améliorer la planification, la gestion, le suivi et l'évaluation des projets.

25. Un financement est recherché pour créer une base de données sur les projets, donnant des informations sur leur description, leur coût, et les options de financement ainsi que l'évolution du cycle du projet. La formation du personnel technique du Secrétariat exécutif à l'utilisation de la base de données est aussi envisagée.

26. Popularisation des programmes d'intégration: Il est nécessaire d'impliquer tous les groupes – jeunes, femmes, syndicats – dans la promotion de l'intégration régionale. Les programmes de coopération ne peuvent être menés à bien que si les populations concernées sont informées des bienfaits de l'intégration. A cet égard, un programme complet d'information sur les initiatives de la CEDEAO visant à l'intégration régionale et destinée aux différents acteurs du processus de développement.

b) Soutien à l'amélioration et à l'harmonisation des outils statistiques en vue de la formulation des politiques économiques

27. Le développement du commerce intra-CEDEAO dépend de la disponibilité de statistiques régionales pour les besoins d'analyse et de planification de la politique d'intégration.

28. Harmonisation des indices de prix: Un projet similaire en cours d'exécution à l'UEMOA est susceptible d'être étendu à tous les pays membres de la CEDEAO. L'objectif poursuivi est la production et la dissémination rapides

des indices de prix à la consommation. Ces données seront utilisées aux niveau national et régional pour le mécanisme multilatéral de suivi des politiques macro-économiques et du programme de coopération monétaire.

29. Harmonisation des comptes nationaux en Afrique de l'Ouest: L'objectif au niveau national est de créer un cadre normatif et méthodologique conforme au système de comptabilité nationale des Nations Unies (SNA 93). Au niveau régional, l'objectif est de coordonner la production et l'utilisation des données se rapportant à la comptabilité nationale.

30. Evaluation du commerce intra-CEDEAO non enregistré: L'objectif est ici d'estimer le flux des échanges commerciaux intra-CEDEAO non enregistrés afin d'avoir une idée plus précise des chiffres relatifs au commerce de la CEDEAO aussi bien du point quantitatif que qualitatif. L'étude devrait utiliser au maximum l'expérience pratique accumulée au cours des évaluations antérieures du commerce non enregistré en Afrique de l'Ouest et dans le reste du monde.

Facilitation du commerce dans des créneaux spécifiques de production

31. Le programme de soutien à l'agriculture de la CEDEAO a été lancé pour améliorer l'exploitation du potentiel agricole de la sous-région. L'amélioration de la gestion et de l'utilisation des données sur l'agriculture est une composante essentielle du programme.

32. Un financement est recherché pour exécuter les projets identifiés dans le cadre de ce programme.

Développement des systèmes régionaux de transport, de communications et d'énergie

a) Construction et réhabilitation des principaux axes routiers

33. Les deux principaux axes routiers dans le réseau routier Ouest-africain conçu par la CEDEAO sont la route trans-côtière Nouakchott-Lagos longue de 4.560 km et la route trans-sahélienne Dakar-Ndjamena longue de 4.460 km. Ces deux routes sont achevées respectivement à 83% et 87%. Les travaux en cours sur ces routes concernent la construction des cinq tronçons prioritaires suivants :

- Akatsi-Dzodze Noépé (31 km) Ghana-Togo
- Noépé-Hilla Condji (80 km) Togo-frontière du Bénin
- Bamako-Kniéba-Sénégal (455 km) Mali-Sénégal
- Saraya-Falamé (45 km) Sénégal-Mali
- Boké-Quebo (116 km) Guinée-Guinée Bissau

b) Amélioration des moyens de communication

34. Dans le secteur des télécommunications, le premier programme prioritaire de la CEDEAO, INTELCOM I, a relié les capitales par une liaison automatique analogique, faisant un meilleur usage des centres de transit de la sous-région.

35. Le premier programme ayant d'une manière générale répondu aux attentes des Etats membres, la CEDEAO va préparer un programme de télécommunications de seconde priorité, INTELCOM II en vue d'achever l'interconnexion et l'intégration des réseaux nationaux et de moderniser et étendre le réseau sous-régional en utilisant les nouvelles technologies

c) Analyse économique des systèmes énergétiques et de leur interconnexion

36. Des études menées dans le secteur de l'énergie ont montré que, bien que le potentiel énergétique de la région soit supérieur à la demande, le coût de l'électricité demeure élevé partout en Afrique de l'Ouest en raison, entre autres, de la faible interconnexion des réseaux nationaux. En conséquence, les centrales thermiques et hydro-électriques existantes seraient mieux exploitées si l'interconexion des réseaux électriques était réalisée.

37. A cet effet, la CEDEAO envisage de mener les actions suivantes :